HAL
open science

Les sciences de l'information et de la communication comme ressource de compréhension d'une société post-coloniale domienne : bref état des lieux à La Réunion et dans le sud-ouest de l'océan Indien

Bernard Idelson

To cite this version:

Bernard Idelson. Les sciences de l'information et de la communication comme ressource de compréhension d'une société post-coloniale domienne : bref état des lieux à La Réunion et dans le sud-ouest de l'océan Indien. Rodolphe Solbiac. Pensée, pratiques et poétiques postcoloniales contemporaines : Politique, communication, écritures et performance dans le Monde Atlantique et l'Océan Indien, Tome 2, L'Harmattan, p.185-204., 2018, Questions contemporaines. hal-03719578

HAL Id: hal-03719578

https://hal.science/hal-03719578

Submitted on 11 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pour citer cet article : Idelson, B., « Les sciences de l'information et de la communication comme outils de compréhension d'une société postcoloniale domienne : état des lieux à La Réunion et dans le sud-ouest de l'océan Indien », s/d R. Solbiac, *Pensée, pratiques et poétiques postcoloniales contemporaines : Politique, communication, écritures et performance dans le Monde Atlantique et l'Océan Indien*, Tome 2, Paris, L'Harmattan, Questions contemporaines, 2018, p.185-204.

Les sciences de l'information et de la communication comme ressource de compréhension d'une société post-coloniale[1] domienne : bref état des lieux à La Réunion et dans le sud-ouest de l'océan Indien

Bernard Idelson
Université de La Réunion

Notre propos s'inscrit dans la thématique « Information-Communication » de cette rencontre consacrée aux études postcoloniales nées, en partie, dans la sphère intellectuelle anglo-saxonne et caribéenne. Bien qu'elle ne s'insère pas directement dans ce champ, notre intervention propose une réflexion autour de l'archéologie d'un savoir communicationnel qui éclaire la compréhension de sociétés, précisément issues de la colonisation, situées dans le sud-ouest de l'océan Indien.

Madagascar, Maurice, l'archipel des Comores (Mayotte comprise), les Seychelles et La Réunion partagent un passé colonial français et/ou britannique. Ces territoires insulaires ont accédé à l'indépendance à partir de la décennie 1960, à l'exception de La Réunion et Mayotte qui ont opté pour un statut de département et de région française d'outre-mer (DOM-ROM) au sein de l'Union européenne. Ces vingt-cinq dernières années, les sciences de l'information et de la communication (SIC) se sont développées à l'Université de La Réunion. Nous proposons de les situer au sein de l'histoire d'un environnement savant en émergence. Il ne s'agit pas de présenter de manière exhaustive la genèse du savoir scientifique produit dans l'océan Indien. Nous souhaiterions plutôt mettre en exergue et questionner la singularité de l'empreinte que peuvent, ou non, exercer des communautés scientifiques, périphériques d'un « centre » européen ; leur travail s'étant développé et structuré en contexte post-colonial.

Ce « retour sur recherches » s'effectue en deux volets. Le premier reprend quelques étapes de la production d'un savoir constitué à La Réunion d'abord par un club sélect de la société coloniale qui se structure, ensuite, au sein de la sphère académique. Le second, qui en découle, s'intéresse à l'institutionnalisation, au niveau local et régional, des sciences de l'information et de la communication. Il s'agit d'éclairer le rôle que peut jouer cette discipline récente dans la compréhension des phénomènes de médiation, de communication et de développement à l'œuvre dans ces territoires du sud-ouest de l'océan Indien.

Au-delà de la seule discipline des SIC, nous évoquerons, brièvement, et d'un point de vue réflexif, le thème du cheminement de chercheurs « locaux », natifs ou non, ou de chercheurs « exogènes », à propos de cette société locale.

In fine, à travers quelques éléments épistémologiques au sujet de savoirs scientifiques produits dans cette région du monde, nous avons souhaité pouvoir contribuer, dans le cadre de ces échanges entre chercheurs s'intéressant à la pensée postcoloniale, à une discussion comparative qui permettrait de mettre en relation d'autres contextes scientifiques domiens ou internationaux.

I) La construction d'un savoir scientifique local et (néo ?) postcolonial

À La Réunion, un discours intellectuel produit par les élites, émergeant de la société coloniale, apparaît au sein des sociétés savantes du XIXe siècle. Parmi elles, la Société des

[1] Nous écrivons « postcolonial » (sans tiret) en référence au champ disciplinaire (issu des *postocolonial studies*), et « post-colonial » (avec tiret) pour indiquer la période postérieure à la colonie.

sciences et arts, créée en 1856, et l'Académie de La Réunion, en 1913, réunissent lettrés et érudits de l'île. L'influence de ces derniers s'exercera encore durant tout le XXe siècle, dans une interconnaissance propre à une catégorie sociale issue des propriétaires terriens ou des notables de l'administration de la colonie. Les cabinets de lecture, les rencontres de personnalités influentes de l'Ile qui participent au débat intellectuel, notamment à travers des titres de journaux qu'ils possèdent (Caudron, 1990), animent un débat culturel ou politique, mais dont est exclue la majorité de la population. Le passage – plus rapide qu'en Europe – d'une société issue du modèle de la plantation à un département d'outre-mer, qui accède à la « modernité », produit un changement social radical. Cette accession directe à une économie du tertiaire s'est effectuée en contournant l'étape de la révolution industrielle par laquelle le développement contemporain des pays européens s'est construit.

L'examen des premiers répertoires de fonds documentaires des Archives départementales et universitaires illustre l'apparition d'ouvrages savants, classés selon différentes disciplines universitaires[2]. Les sciences humaines et sociales, notamment, sont présentes dans ces catalogues. La géographie, l'histoire et la littérature, ainsi que des travaux de droit, d'anthropologie, d'ethnologie de linguistique ou d'économie y sont représentés. Les sciences de la nature sont précédées depuis la fin du XIXe par des essais d'agriculture et d'agronomie, dont les applications peuvent intéresser l'industrie sucrière.

Si la transformation de l'ancienne colonie en département aboutit ainsi à l'apparition d'une communauté scientifique acculturée aux normes académiques, le rapport local, singulier, au savoir et à la connaissance, reste sujet à des tensions. Convoquant la théorie bourdieusienne des champs au sein de l'espace social, Michel Beniamino, par exemple, interroge cette structuration du savoir, en prise directe avec la métropole, mais qui subirait, au contact de la société locale, plusieurs influences contradictoires. Selon ce sociolinguiste, qui a été lui-même en poste à La Réunion, les chercheurs locaux recrutés à la fin des années 1970, incarneraient une autre légitimité, revendiquant la production d'un savoir local propre, proposant de revisiter, précisément dans une dynamique postcoloniale, la « réalité » de l'île :

> « Ce qui nous importe ici est que deux « légitimités » sont ainsi confrontées : la première tient ses ressources des mécanismes propres aux normes de la communauté scientifique ; la seconde de son endogénéité, c'est-à-dire de sa capacité à intervenir dans différents champs de l'espace social réunionnais : celui du politique, du culturel, mais aussi, ultérieurement, le champ scientifique. » (Beniamino, 1999 : 117)[3].

Dans ce même article, le champ de l'histoire est ensuite pris en exemple pour questionner l'approche d'universitaires « locaux », dont les analyses concernant les origines du peuplement de l'île comprendraient des biais qualifiés d'idéologiques et qui leur seraient singuliers[4].

Ce propos renvoie à la vaste question – réflexive – que nous ne faisons qu'évoquer ici, de la place – et des « yeux » – du chercheur dans la société qu'il décrit[5]. Mais il reflète également un rapport à la scientificité susceptible, selon nous, d'être questionné. Il nous semble en effet que le risque de biais, en sciences humaines et sociales comme en sciences de la nature, est inhérent à tout chercheur, endogène comme exogène, qui reste, *de facto,* le produit d'un parcours et d'un contexte. La thèse de doctorat de Jean Defos du Rau, intitulée « L'île de la Réunion : étude de géographie humaine » l'illustre bien (De Fos du Rau, 1960). Ce volumineux travail de 716 pages, publié en 1960, est cité comme une œuvre scientifique majeure[6], lorsqu'on évoque les premières grandes recherches académiques portant sur La Réunion. Le géographe la soutient à l'Université

[2] Dans la place impartie à cet article, il n'est pas possible de présenter en détails le contenu de ces catalogues des acquisitions que l'on peut consulter au Fonds Océan Indien de la Bibliothèque Universitaire de l'Université de La Réunion. Voir également : Roda, Jean-Claude, 1984-1985, *Bibliographie de La Réunion, des origines à 1975*, Saint-Denis, Association Historique Internationale de l'Océan Indien (AHIOI).

[3] Références paginales de la version en ligne.

[4] M. Beniamino évoque par exemple la « mythologie » du marronnage qui « illustre à l'évidence la porosité extrême existant entre le scientifique et l'idéologique dans un champ culturel dominé » *(idem* : 31).

[5] Cette préoccupation, que l'on retrouve chez la plupart des ethnologues, est celle de l'historien Marc Bloch lorsqu'il décrit son expérience de la Première Guerre mondiale dans *L'Etrange Défaite* : « (…) un témoin a besoin d'un état civil. Avant même de faire le point de ce que j'ai pu voir, il convient de dire avec quels yeux je l'ai vu » (cité par Weber, 2015 : 236).

[6] Dans les décennies suivantes, d'autres travaux fondateurs et reconnus du savoir local en SHS, seront issus directement de l'Université de La Réunion (Voir notamment les recherches de M. Carayol, R. Chaudenson, C. Wanquet).

de Bordeaux en 1958 et obtient en 1960 le prix Lucien Napoléon Bonaparte-Wyse de la Société de géographie. Dans cette thèse figure une typologie imprégnée de valeurs de domination propre à la société coloniale en se réclament néanmoins du registre de la description scientifique : à plusieurs endroits, les différents groupes d'habitants de La Réunion, répertoriés en fonction de leur catégorie phénotypique, à qui il est attribué des « traits de caractères », que le « climat des Isles » (p. 516) expliquerait, y apparaissent particulièrement stéréotypés et stigmatisés.

> Defos du Rau procède ainsi à une classification des « aptitudes ethniques » des habitants de La Réunion dont nous reproduisons quelques exemples, parmi de nombreux autres tout autant ségrégatifs :
> - « Le Petit Blanc est fier, indépendant, indiscipliné, insouciant ; [versant] souvent dans l'incurie, par paresse ».
> - « Les Malabars allient de grandes qualités à de grands défauts : très racés, ils présentent de beaux types – " grecs de bronze ", dit M.A. Leblond – les femmes admirables lorsqu'elles sont jeunes, les hommes eux-mêmes souvent pleins de grâce... […] mais leur souplesse est souvent de la ruse, leur grâce souvent une paresse efféminée, leur sourire est parfois de commande ; durs à manier, ils peuvent être sournois, voleurs […].
> - « Le Cafre est à l'opposé […] gai, rieur, bon garçon, naïf, beaucoup moins fin, moins intelligent, mais plus facile à manier […].
> - « Que dire des métis ? Ils sont la grosse majorité : […] ils ont un standing et une éducation qui les mettent très au-dessus du Noir : certains en tirent vanité, un sentiment exagéré de leur valeur […] (Defos du Rau: 495-496).

Comme le souligne Christian Germanaz, actuellement enseignant-chercheur à l'Université de La Réunion, à propos d'une étude antérieure de Defos du Rau sur la population des « Petits-Blancs » de Cilaos, il convient toutefois de replacer en contexte la « perception ambivalente » de cet auteur qui ne ferait que confirmer les observations d'autres géographes qui l'ont précédé (Ch. Robequain, J. Vidal de La Blache, P. Gourou, H. Isnard). Mais C. Germanaz s'étonne que « des géographes sensibles aux faits de civilisation se soient si peu défaits du carcan de leur propre regard culturel pour percevoir derrière le silence des Petits-Blancs une autre réalité que celle qu'ils se sont efforcés de décrire rationnellement. » (Germanaz, 2009 : 19).

En réalité, il ne s'agit pas de jeter l'opprobre sur tel ou tel auteur, *a posteriori* de son œuvre, mais de comprendre comment la pensée scientifique s'élabore dans un contexte post-colonial encore imprégné dans les années 1960, de valeurs et de stéréotypes coloniaux datant du XIXe siècle. Ce qui nous apparaît alors aujourd'hui comme des dérives reposaient alors sur des observations minitieuses que les universitaires accumulaient avec ardeur afin de bâtir leur « cathédrale de certitude », pour filer la métaphore du sociologue des sciences Bruno Latour, à propos de certains laboratoires (Latour, 2007 : 162).

Au-delà de la dénonciation d'approches qui feraient la part trop belle à un culturalisme ou à une « scientificité » tout autant déformants, l'évocation de l'histoire de ce savoir permet de mieux cerner la façon dont il s'élabore. La construction d'une connaissance scientifique de la société locale s'effectue durant une période relativement longue, qui débute en 1926, avec la création d'une « École de Droit » (Louvet, 2006 : 158), initiée par des acteurs locaux. Cette école devient en 1950 un Institut d'Études Juridiques (IEJ) économiques et politiques rattaché à l'Université d'Aix-Marseille. En 1964, un Centre d'enseignement supérieur scientifique et un Centre d'enseignement supérieur littéraire, également liés administrativement à l'Institut de Droit, sont créés. Ces trois organismes forment officiellement les « Établissements d'enseignement supérieur de La Réunion »[7]. En 1974, douze cents étudiants fréquentent les trois composantes du Centre universitaire : Droit, Lettres, Sciences, ainsi que l'Institut d'administration des entreprises. En 1982, le Centre universitaire, jusqu'alors rattaché à « l'université mère » d'Aix-en-Provence, devient université de plein exercice, comme d'ailleurs dans l'ensemble des régions françaises. En 1984, La Réunion dispose de sa propre académie.

L'Université de La Réunion va très vite se développer, avec une progression constante du flux d'étudiants[8]. C'est dans ce contexte institutionnel que l'idée d'y implanter une filière « Info-

[7] L'article référencé de Pierre Louvet, premier président de l'Université de La Réunion est issu d'un travail collectif et comparatif à propos de l'implantation, somme toute similaire, de l'enseignement supérieur en Guadeloupe, Guyane, Martinique et à La Réunion, (Lucas, Radojcic, 2006).
Autres sources : document de présentation de l'Université de La Réunion. Michel Debré, nouvellement élu député de La Réunion, encourage l'installation de ces centres universitaires (Debré, 1974 : 63).

[8] L'établissement atteint aujourd'hui 12 000 étudiants (Source : site de l'UR).

Com » éclot vers la fin de la décennie 1980. Le projet s'élabore en relation avec le développement économique d'un DOM en pleine croissance économique et dans lequel apparaissent ce que l'on appelle alors les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), notamment avec l'informatisation des organisations. Une licence TEDI (techniques documentaires) fonctionne quelques mois. Puis, c'est un modèle de formation de ce qui existe en métropole qui est suivi, avec la création de diplômes en Information-Communication à vocation « professionnalisante ». Parmi les disciplines nouvelles de l'établissement, les sciences de l'information et de la communication s'implantent ainsi à la Faculté des lettres et sciences humaines dès 1989.

II) Les sciences de l'information et de la communication en contextes indo-océaniques

La construction d'un savoir savant s'est peu à peu effectuée dans l'île durant la période coloniale et durant les trois décennies qui suivent la départementalisation de 1946. Elle est liée à différents types d'acteurs, auteurs, appartenant ou non à la sphère académique, et qui subissent, soit parce qu'ils les relaient, soit parce qu'ils se positionnent dans une démarche critique, les influences des contextes coloniaux et post-coloniaux.

À partir de la décennie 1990, le développement des sciences de l'information et de la communication à l'Université de La Réunion correspond à un double processus, que nous avons analysé par ailleurs (Idelson, Noël-Cadet, 2009 : 205), en empruntant à Richard Whitley (1974) la notion « d'institutionnalisation cognitive et sociale » d'une discipline.

L'institutionnalisation cognitive concerne la formulation des questions de recherche, d'approche théorique et de concepts. Les chercheurs en SIC de La Réunion interrogent ainsi très rapidement les notions et les schèmes théoriques, issus d'un ailleurs européen, lorsqu'il s'agit de les mettre au travail dans une société post-coloniale qui est passée directement, on l'a vu, d'un modèle de société de plantation, issu du système esclavagiste, à une société du tertiaire dans laquelle émerge, dès les années 1980, un espace public local (Watin, Simonin, 1992).

L'institutionnalisation sociale est liée aux structures et aux processus de reproduction et de légitimation d'une discipline. À La Réunion, les SIC émanent d'une demande institutionnelle, celle d'une université en plein essor, ainsi que d'une initiative de professionnels de la communication qui sont à la recherche d'une formation qualifiante. La reconnaissance de la filière « Info-Com » par les médias locaux d'information apparaît plus tardivement, mais la formation en journalisme délivrée par le département des SIC de l'université a permis l'intégration au sein des rédactions d'un nombre conséquent de jeunes Réunionnais[9].

La production globale de la recherche scientifique universitaire à La Réunion se heurte toutefois à des difficultés de légitimation aux yeux des décisionnaires locaux. Avant la création de la filière SIC, l'anthropologue Jean Benoist en dressait déjà le constat : la posture critique du chercheur, « qui ne partage pas le même type de responsabilité directe », le nécessaire niveau d'abstraction du langage scientifique, qui semble éloigné de « la réalité concrète », les logiques différentes d'enjeux immédiats, créent des tensions et des incompréhensions mutuelles (Benoist : 1983 : 148). Cette situation bloque parfois les perspectives d'une recherche en SIC comme dans d'autres disciplines des sciences humaines et sociales, jugées moins « productives » que les sciences « dures », d'autant plus qu'elle dépend d'arbitrages de financements locaux, y compris quand ceux-ci sont alimentés par des fonds européens.

Outre ces difficultés structurelles, l'éloignement géographique des lieux scientifiques et institutionnelles, dans lesquels s'élabore l'activité de recherche, représente un obstacle supplémentaire à une production scientifique locale en SIC. Pour ces mêmes motifs, les contacts avec les équipes d'autres DOM (notamment des Antilles françaises) sont également limités. Pour autant, et malgré tout, la production en SIC menée à partir de La Réunion reste active. Les travaux sont adossés à un centre de recherche pluridisciplinaire composé de linguistes, sociolinguistes, créolistes, littéraires et chercheurs en communication. Les membres de ce

[9] Toutefois, la légitimation du volet « recherche » par les professionnels de la presse est moins évidente, pour des raisons structurelles, phénomène qui n'est d'ailleurs pas propre au contexte local (voir à ce sujet les travaux comparatifs des métiers de sociologue et de journaliste).

laboratoire (LCF) partagent un habitus de recherche qui vise à maintenir un équilibre entre études empiriques, approches comparatistes et visées théorisantes[10].

Trois aspects de recherches en SIC menées à La Réunion depuis environ vingt-cinq années peuvent ainsi être soulignés. Nous les illustrons de quelques références marquantes :

La dimension indo-océanique

À l'occasion de la visite du Pape Jean-Paul II dans cette région du sud-ouest de l'océan Indien (Madagascar, Maurice, Rodrigues et La Réunion), une étude collective est menée par des chercheurs. Autour d'une anthropologie de l'événement (Simonin, 1999), une comparaison est effectuée entre le traitement médiatique de différents médias régionaux qui assurent, au sein de ces espaces communicationnels insulaires, un rôle d'interface entre le niveau régional et celui national. La recherche est ensuite élargie à une nouvelle dimension comparative entre deux régions, La Réunion et l'Alsace, concernant différentes étapes de construction médiatique de l'Europe :

- SIMONIN Jacky, (S/d.) 2002, *Communautés périphériques et espaces publics émergents. Les médias dans les îles de l'Océan Indien*, Paris, L'Harmattan.

Avec la même perspective comparatiste, deux colloques internationaux réunissent, en 2007 à La Réunion, des chercheurs universitaires de métropole, de la zone indo-océanique ainsi que, pour le second, des Antilles Françaises et de Nouvelle Calédonie. Le premier s'intéresse aux acteurs des médias, journalistes de l'océan Indien ; des professionnels de l'information sont conviés aux échanges et participent, sur le registre du témoignage, à la publication des actes. Le second, pluridisciplinaire, interroge le terme « d'outremer ». Ce vocable, chargé de sens, évoque la période coloniale et renvoie aux catégories de centre métropolitain et de périphérie. La notion d'outremer, expliquent les organisateurs dans la préface des actes, ne peut être « comprise en dehors de la représentation française du monde et des rapports de domination que la "métropole" a instaurés » :

- IDELSON Bernard, (S/d.), 2008, *Journalismes dans l'océan Indien, Espaces publics en questions*, Paris, L'Harmattan.
- IDELSON Bernard, MAGDELAINE- ANDRIANJAFATRIMO, (S/d.), 2008, *Paroles d'outre-mer. Identités linguistiques, expressions littéraires, espaces médiatiques,* Paris, L'Harmattan.

Dans la même zone géographique, les tentatives de collaboration avec des équipes de chercheurs en communication sont néanmoins rares. Elles sont rendues difficile pour des raisons de coûts des échanges inter-îles. L'Université de Maurice possède l'atout d'ouverture sur la zone d'Asie du Sud-Est et de l'Afrique de l'Est. En 2004, elle organise ainsi une rencontre fructueuse entre de nombreux chercheurs et des professionnels des médias d'information :

- KASENALLY, Roukaya, BUNWAREE, Sheila, (eds), 2005, *Media and democracy in an age of transition*, Réduit, Mauritius, OSSREA Mauritius Chapter.

Une approche critique et constructiviste de sociétés (créoles) de l'information

Les chercheurs de l'Université de La Réunion observent l'émergence d'un espace public local, qui apparait peu à peu, à partir des années 1970. Ils analysent ainsi le passage d'un mode de fonctionnement de domination, issu de la colonie, à l'ouverture et à la sociabilité propres au modèle démocratique. Les travaux prennent en considération les phases de l'esclavage, de l'engagisme et de la colonisation que ces sociétés ont connues. La relation entre mouvements sociaux et médias (par exemple à l'occasion de l'analyse de la lutte du mouvement FreeDom de 1991) est ainsi analysée. Il s'agit de prendre en compte une situation de *colonialité* (Escobar, Restrepo, 2010 : 86), c'est-à-dire qui hérite de structures socio-historiques d'un passé colonial, propre au contexte domien. Les analyses portent également sur les usages des médias et des technologies de l'information. Le premier numéro de la collection « Univers créole », intitulée

[10] Laboratoire de recherche sur les espaces Créolophones et Francophones (LCF) – Université de La Réunion : http://www.lcf-reunion.fr. Voir également la collection « Univers Créoles » (Dir. M. Watin), Paris, Economica Antrhopos, citée *infra*, qui présente les travaux des chercheurs du LCF consacrés à La Réunion.

« Communication et espace public », s'intéresse aux pratiques communicationnelles qui émergent dans les sociétés créoles jusqu'alors relativement enclavées. Des auteurs reconnus de la discipline (Y. Winkin, Ph. Breton, É. Neveu, S. Proulx, J. Mouchon, F. Massit-Folléa, N. D'Almeida) cosignent des chapitres avec les chercheurs en poste à La Réunion ; les études de cas « locales » venant ainsi renforcer les grandes thématiques des SIC.
- WATIN Michel, 2001, *Communication et espace public*. Paris, Anthropos, Univers créoles 1.

Les travaux consacrés à la crise sanitaire, devenue crise sociale totale, engendrée par l'épidémie du chikungunya qui s'installe dans la région océan Indien en 2005-2006, prennent en compte des circulations de discours sociaux constitutifs d'une *praxis* de crise. Il s'agit alors de mettre en exergue une construction médiatique qui repose sur l'organisation sociopolitique d'une société créole dont la vulnérabilité est, dans le même temps, révélée.
- IDELSON Bernard, LEDEGEN Gudrun (Éds), 2011, *Chikungunya : la médiatisation d'une crise. Presse, humour, communication politique*, Fernelmont (Belgique), Éditions Modulaires Européennes (E.M.E.).

Parmi les travaux marquants qui concernent la recherche en SIC consacrée aux sociétés de l'outremer français, il convient également d'évoquer le numéro spécial de la revue *Hermès* qui leur est consacré en 2000. La réalisation de ce double exemplaire volumineux de la revue est effectuée en un temps record, si on le compare à la temporalité habituelle de la recherche. Présentant au pluriel les « Outre-mers » dans un élan multiculturaliste, Dominique Wolton (2002 : 11) vante ainsi l'apport que peuvent, selon lui, apporter les aires culturelles des Antilles, de l'océan Indien, et de l'océan Pacifique.
- WOLTON Dominique, 2002, La France et les Outre-mers. L'enjeu multiculturel, *Hermès*, n° 32-33.

Plus généralement, la production consacrée à l'émergence des espaces publics indo-océaniques a souvent été constituée par des analyses socio-sémiologiques qui, d'un point de vue constructiviste, étaient consacrées aux médias d'information. Mais d'autres expériences de recherche, se décentrant des seuls médias, ont élargi le champ à une compréhension plus interactionniste des transformations de ces espaces publics, en s'intéressant par exemple à l'articulation entre le rôle joué par les acteurs et les contextes (Idelson, 2014).

La compréhension des phénomènes communicationnels dans leurs dimensions organisationnelles, culturelles, territoriales et patrimoniales

D'autres centres d'intérêt des chercheurs en SIC de La Réunion concernent enfin la communication des organisations, les pratiques culturelles et artistiques, la muséologie et les phénomènes de patrimonialisation. Plus récemment, une thématique « Sciences, circulation des savoirs et société » est venue compléter les programmes. Observant la communication dans les institutions du savoir et de la culture, elle a permis, par exemple, de mettre en œuvre l'analyse de la mise en politique de la nature et de la patrimonialisation d'un objet territorial tel que le Parc National de La Réunion.
- BABOU Igor, 2015, « Patrimonialisation et politiques de la nature : le parc national de La Réunion », *VertigO,* Revue électronique en sciences de l'environnement, Vol 15, n° 1 [En ligne, consulté le 5/09/2015 : https://vertigo.revues.org/16038].

Conclusion

Nous avons tenté ici, brièvement, de révéler la situation des chercheurs réunionnais, insérés dans la société locale, et, pour cette raison, confrontés à la nécessité d'une distanciation parfois complexe à assumer. La recherche produite reste reliée à un axe continent européen/Dom, et les collaborations scientifiques entre les États de cette région, voire entre les Dom, commencent à peine à éclore. Les travaux cheminent et se dirigent vers des approches permettant de questionner des références qui seraient théoriquement trop occidentalo-centrées, parce que s'inscrivant précisément dans « la dimension épistémique » d'une situation de « colonialité »

(Escobar, Restrepo, *op. cit.*). À ce propos les préoccupations des chercheurs en sciences de l'information et de la communication basés à La Réunion et en Martinique se rejoignent parfois et de rares rencontrent permettent de le constater[11].

Certes, malgré ces essais de rapprochement ou des initiatives de fédérations de recherche de l'océan Indien, les logiques institutionnelles et académiques nationales, ainsi que les contraintes de financement ne facilitent guère la tâche des chercheurs. Pour autant, à travers quelques exemples forts, nous avons souhaité montrer comment cette recherche « insulaire » pouvait, et peut, nourrir des travaux nationaux et internationaux. En proposant un décentrement fécond du regard, il s'agit alors de les réinvestir dans des « ailleurs » académiques. Des outils se forgent peu à peu, et, sur les traces d'Arjun Appadurai (2001), permettent de penser, dans leur complexité, les multiples situations d'un local sans doute en voie de déterritorialisation, mais qui chercherait, quand même, à s'extraire de la domination de la globalisation contemporaine.

Réf.

APPADURAI Arjun, 2001, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot.

BENOIST Jean, 1983, *Un développement ambigu. Structure et changement de la société réunionnaise*, Saint-Denis, Documents et recherche, 10, Saint-Denis, Fondation pour la recherche et le développement dans l'océan Indien, (FRDOI).

DEBRÉ Michel, 1973, *Une politique pour La Réunion*, Paris, Plon.

DEFOS DU RAU Jean, 1960, *La Réunion, étude de géographie humaine*, Thèse de Doctorat d'État, Institut de Géographie de Bordeaux.

BENIAMINO Michel, 1999, « De l'interprétation publique de la réalité à l'Ile de la Réunion », *Journal des anthropologues*, n° 79, p.115-137.

CAUDRON Olivier, 1990, *Catalogue des périodiques réunionnais de 1794 à 1900*, Saint-Denis, Université de La Réunion/Unité de Recherche Associée 04 1041 du CNRS.

ESCOBAR Arturo, RESTREPO Edouardo, 2010, « Anthropologies hégémoniques et colonialité », *Cahiers des Amériques latines*, n° 62, p. 83-95.

GERMENAZ Christian, 2009, « Sur les pas de Jean Defos du Rau : Cilaos (1956-2008) », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 245|2009, p. 35-59. [En ligne, consulté le 25/11/2015 : https://com.revues.org/5505].

IDELSON B. NOËL-CADET, 2009, « Chercher, enseigner et professionnaliser « outre-mer » : le cas des Sciences de l'information et de la communication, *in*, (S/d. B. Idelson, V. Magdelaine-Andrianjafitrimo), *Paroles d'outre-mer. Identités linguistiques, expressions littéraires, espaces médiatiques*, Paris, L'Harmattan, p. 203-214.

IDELSON Bernard, 2014, *Vies de journalistes. Sociobiographies*, Paris, L'Harmattan, Communication et Civilisation.

LATOUR, Bruno, 2007, *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte/Poche.

LOUVET Pierre, 2006, « L'Université de la Réunion, 1982-1987 », *in*, (S/d. R. Lucas, K. Radojcic), *L'enseignement supérieur dans les régions ultrapériphériques* (RUP) (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), Paris, Karthala, p. 151-172.

LUCAS Raoul, RADOJCIC Karin, (S/d.), 2006, *L'enseignement supérieur dans les régions ultrapériphériques* (RUP) (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), Paris, Karthala.

SIMONIN Jacky, WATIN Michel., 1992, « L'espace public réunionnais : une opportunité pour problématiser certaines problématiques établies », *Les nouveaux espaces de l'information et de la communication, Actes du 8ème Congrès National des Sciences de l'Information et de la Communication*, Lille, CRDO/SFIC, p. 407- 413.

SIMONIN Jacky, 1999, « Pour une anthropologie empirique de l'événement », *Études de communication*, n° 22, p. 93-114.

WEBER Florence, 2015, *Brève histoire de l'anthropologie*, Paris, Flammarion, Champs essais.

[11] Relevons les similitudes de préoccupations que les références de ces titres de communication de chercheurs de La Réunion et des Antilles révèlent : SIMONIN Jacky, WATIN Michel, 1992, « L'espace public réunionnais : une opportunité pour problématiser certaines problématiques établies » *(op. cit.),* et OLLIVIER Bruno, PULVAR Olivier, 2001, « Éléments pour une problématique de recherche en sciences de l'information et de la communication dans les départements français d'Amérique » *in,* (s/d M. Watin), *Communication et espace public, p. 233-254* (*op. cit.).*